

INDE

Sanglants accrochages à Bombay

Les forces indiennes continuaient hier à traquer les islamistes armés retranchés à Bombay, deux jours après les spectaculaires attaques, accompagnées de prises d'otages, qui ont fait plus de 130 morts et plongé dans le chaos la capitale économique de l'Inde.

Les commandos des forces spéciales luttent toujours pour reprendre le contrôle de la situation, encore très confuse bien que la police ait annoncé la fin des opérations dans l'Oberoi/Trident, l'un des deux hôtels de luxe attaqué mercredi avec un autre palace, le prestigieux Taj Mahal.

On ignorait en fin de journée combien d'assaillants restaient en liberté et combien d'otages étaient encore retenus, après la libération de dizaines d'entre eux, notamment des étrangers.

Cinq otages ont été tués, selon un diplomate israélien, au Centre juif, autre cible des attaques contre lequel les forces spéciales ont donné l'assaut hier à l'aube.

Ces otages ont été tués par les islamistes au cours de l'assaut, selon un responsable indien.

Des échanges de tirs nourris étaient entendus aux abords du Taj Mahal, où l'armée a lancé un assaut à la grenade pour déloger un ou plusieurs islamistes.

La police a annoncé que des explosifs susceptibles de provoquer des «dégâts majeurs» avaient été découverts dans cet hôtel.

L'Inde a ouvertement accusé le Pakistan, son voisin et rival, d'être derrière ces attaques coordonnées, très bien orchestrées, qui ont frappé une dizaine de cibles à travers Bombay, une ville de 13 millions d'habitants. Islamabad a fermement démenti.

Des responsables occidentaux avaient eux évoqué la piste du réseau terroriste Al-Qaïda. Les raids, revendiqués au nom d'un groupe islamiste inconnu disant se battre pour la défense des musulmans d'Inde, ont visé en particulier des étrangers, plus spécifique-

ment des clients américains et britanniques des deux hôtels, symboles de la richesse de Bombay, ainsi que le Centre juif. Mais les islamistes, armés de fusils automatiques et de grenades, visiblement très jeunes, ont aussi frappé des cibles indiennes, comme la gare centrale de Bombay où ils ont fait 50 morts.

Un hôpital accueillant des femmes et des enfants pauvres a également été attaqué.

Au moins 130 personnes ont été tuées, selon un bilan provisoire ne tenant pas compte des otages du Centre juif, et plus de 370 blessées dans ces attaques et les tirs qui ont suivi.

Huit étrangers ont été tués, selon la Sécurité intérieure indienne. La mort de sept personnes — deux Australiens, un Britannique, un Japonais, un Allemand, un Canadien et un Italien — avait auparavant été confirmée par les différents gouvernements.

Dans les hôtels Oberoi/Trident et Taj Mahal, les commandos indiens ont poursuivi hier leur minutieuse opération de ratissage, explorant une par une les centaines de chambres pour en déloger les derniers islamistes.

Neuf assaillants ont été tués au cours des opérations et un autre arrêté, et 15 hommes des forces de sécurité tués, a déclaré le vice-Premier ministre de l'Etat du Maharashtra, R.R. Patil.

A l'Oberoi/Trident, où 93 otages avaient été libérés hier matin, la police a annoncé avoir découvert 24 cadavres, précisant que les opérations étaient terminées.

Aux abords du Centre juif, des centaines de personnes se sont rassemblées en fin de journée pour acclamer les sol-



Des policiers déployés autour de l'hôtel Taj Mahal à Bombay.

Photo : DR

dat, croyant l'opération terminée. Mais la police a averti que la fouille du bâtiment, «étage par étage», se poursuivait, pendant que la foule était appelée à quitter les lieux.

Des otages libérés, comme des policiers ou soldats, ont raconté les scènes d'horreur vécues à l'intérieur des hôtels, témoignant de la détermination des assaillants.

«Ce sont des gens impitoyables. Ils ouvraient le feu sur quiconque se trouvait face à eux», a raconté un commando de marine. Il y avait «du sang partout», «des corps gisant ça et là».

Ces attaques d'une ampleur inédite, qui ont frappé le cœur financier de la dixième puissance économique mondiale, ont été revendiquées au nom d'un groupe islamiste, les Moujahidine du Deccan, du nom du plateau qui couvre le centre et le sud de l'Inde.

L'un des assaillants de l'Oberoi/Trident, interrogé par une télévision, a affirmé que le groupe réclamait la fin des «persécutions» contre les musulmans d'Inde, une forte minorité de 150 millions de personnes, victimes de violences par le passé, dans ce pays de 1,2 milliard d'habitants, hindous en majorité. Mais l'Inde a une nouvelle fois

vu la main du Pakistan, souvent accusé par Delhi de soutenir des groupes islamistes auteurs d'attentats sur le sol indien.

«Selon des informations préliminaires, des éléments au Pakistan sont responsables», a déclaré hier le ministre indien des Affaires étrangères Pranab Mukherjee.

Islamabad, qui a rejeté ces accusations, a annoncé la prochaine visite en Inde du chef des services de renseignement pakistanais, le puissant Inter-Services Intelligence (ISI), le général Ahmed Shuja Pasha, afin d'aider à l'enquête.

Une démarche inédite alors que les deux pays, rivaux depuis leur fondation en 1947, accusent régulièrement les services de renseignement de l'autre de tentatives de déstabilisation.

Selon l'agence indienne PTI, citant des sources officielles, trois extrémistes, dont un Pakistanais, ont été arrêtés dans le Taj Mahal.

Ils appartiendraient, selon l'agence, au Lashkar-e-Taiba, un groupe islamiste basé au Pakistan, connu notamment pour avoir attaqué le Parlement indien en 2001, un attentat qui avait précipité l'Inde et le Pakistan au bord d'une nouvelle guerre.

ZIMBABWE

Un tribunal autorise 78 fermiers blancs à rester sur leurs terres

Le tribunal de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui siège à Windhoek, a accordé hier à 78 fermiers blancs du Zimbabwe le droit de rester sur leurs terres, estimant que la réforme agraire du gouvernement de Harare était discriminatoire.

Le juge Luis Mondlane, président du tribunal de la SADC, a estimé que le Zimbabwe avait violé les principes fondateurs du bloc régional en faisant preuve de «discrimination».

Trois agriculteurs ont déjà dû quitter leur terre. Selon le tribunal, le Zimbabwe a également violé les principes du traité de la SADC en ne leur versant pas de compensation suffisante.

«Les 78 plaignants ont un titre légal (de propriété) qui est très clair et on leur a refusé localement l'accès à la justice», a-t-il dit.

Pour les 75 fermiers qui sont encore sur leurs terres, le juge a ordonné au gouvernement zimbabwéen «de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les biens et la propriété» de ces agriculteurs.

Le tribunal, qui a pris la décision la plus importante depuis son installation en avril 2007, joue dans cette affaire sa crédibilité. Selon le traité de la SADC, ses 15 membres ont pour obligation de respecter les décisions du tribunal mais le Zimbabwe n'a pas pour l'instant réagi à cette décision.

L'ambassadeur du Zimbabwe en Namibie, Chipso Zindoga, a indiqué que ce jugement pourrait avoir des conséquences sur le secteur agricole.

«Les fermiers réinstallés vont être perplexes et effrayés par cette décision, qui interfère avec la réforme agraire», a déclaré M. Zindoga.

Un premier fermier, Michel Campbell, avait été le premier à saisir en décembre 2007 le tribunal, chargé de faire respecter le traité de la SADC. Il souhaitait protéger sa famille et ses employés «d'attaques continues sous forme d'intimidations et d'invasions» de ses terres, selon le dossier.

«Je suis bouleversé», a déclaré à l'issue de l'audience M. Campbell, en pleurant de joie.

«Le jugement est historique, c'est la fin d'une très longue bataille. J'appelle les leaders de la SADC à faire en sorte que la loi soit respectée», a indiqué à l'AFP son gendre, Ben Freeth.

En juillet, leur avocat avait déclaré que plusieurs fermiers, dont leur leader Michael Campbell, avaient été attaqués et blessés sur leurs terres en juin au moment des élections entachées de violences au Zimbabwe. Les victimes avaient accusé des partisans du parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF).

En 2000, le régime du président Robert Mugabe a lancé une réforme agraire destinée à corriger les inégalités héritées du régime colonial britannique, qui s'est soldée par le départ de plus de 4 000 fermiers blancs, parfois dans la violence.

Cette réforme agraire menée dans la précipitation, avec des terres redistribuées à des proches du pouvoir ou à de petits paysans noirs sans qualification ni soutien, a entraîné une chute brutale de la production dans l'ancien grenier à grains de la région.

BELGIQUE

Perquisitions, arrestations et interpellations dans des quartiers bruxellois à majorité marocaine

La police fédérale a procédé, avant-hier, à Molenbeek et à Schaerbeek, deux quartiers populaires de Bruxelles, à majorité marocaine, à des opérations anti-terroristes qualifiées «d'envergure».

Agissant sur la base de renseignements «solides», les fédéraux n'ont pas fait dans la dentelle. Les descentes furent «musclées», très «dures». S'il n'y a pas eu d'abus ou de dépassements, la manière forte utilisée n'a pas manqué d'intriguer journalistes et observateurs.

La police fédérale belge, traditionnellement discrète, mais efficace, a semblé cette fois-ci particulièrement tendue,

sur les nerfs. Il est vrai, cependant, que depuis quelques mois, les belges soupçonnent, fortement, des parties marocaines liées à la mouvance islamiste de «piger» pour le Palais royal.

L'affaire «Belliradj» (le Belge-Marocain arrêté au Maroc puis confondu par la presse bruxelloise de jouer le Makhzen en utilisant l'islamisme) a, selon des indiscretions distillées, sans doute volonta-

irement été un tournant majeur. Le renseignement du royaume de Belgique ayant opté, depuis, pour une coopération avec les Marocains à double niveau.

Le premier est, certes, l'échange d'informations pouvant permettre le démantèlement de réseaux islamistes en Belgique ou au Maroc.

Le second est d'ordre stratégique. Ne pas se laisser entraîner dans une surenchère marocaine anti-islamiste en Belgique pour ne pas s'enfermer dans les calculs de Rabat.

La Belgique refusant, par

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

ailleurs, de lier la lutte anti-terroriste à une autre quelconque stratégie. De peur, sans doute, que le Maroc ne négocie, au prix fort, sa coopération en la matière.

Vu la présence d'une communauté marocaine exceptionnellement élevée en Belgique. D'où, sans aucun doute, la vigilance bruxelloise actuelle. Ni le parquet fédéral, ni la police judiciaire n'ont tenu à commenter l'opération. Ce qui prouve son caractère sensible.

A. M.